



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DE PRODUITS

SESSION CONJOINTE DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES GRAINES OLÉAGINEUSES ET LES MATIÈRES GRASSES (TRENTIÈME SESSION), DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES CÉRÉALES (TRENT-DEUXIÈME SESSION) ET DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE RIZ (QUARANTE-TROISIÈME SESSION)

Santiago, Chili, 4 – 5 novembre 2009

SUITE DONNÉE AUX DIRECTIVES POUR UNE ACTION NATIONALE ET INTERNATIONALE CONCERNANT LE RIZ EN 2006-2009

SUPPLÉMENT

Table des matières

	Pages
I. DIRECTIVES POUR UNE ACTION NATIONALE ET INTERNATIONALE CONCERNANT LE RIZ	
A. Objectifs généraux de la coopération internationale	1
B. Politiques de production	1
C. Politiques commerciales	2
D. Politiques internationales d'aide alimentaire	2
E. Réserves de riz	3
F. Questions relatives à l'environnement	3
II. TABLEAUX	4
Tableau I: Prix de soutien du riz paddy dans certains pays	5
Tableau II: États-Unis - Soutien aux producteurs de riz par unité de riz paddy	6

Tableau III:	États-Unis – Revenus du secteur rizicole	7
Tableau IV:	Union Européenne – Droits à l’importation appliqués aux riz (EUR par tonne)	8
Tableau V:	Union Européenne – Droits à l’importation applicables pour le riz décortiqué, semi-blanchi et blanchi	9
Tableau VI:	Expéditions d’aide alimentaire en riz	10
Tableau VII:	Contributions en riz à certains programmes gérés par le PAM	11

I. DIRECTIVES POUR UNE ACTION NATIONALE ET INTERNATIONALE CONCERNANT LE RIZ¹

A. OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

- (i) Coopération étroite destinée à assurer la sécurité alimentaire des pays en développement ainsi que, par étape, une réduction importante des interférences qui faussent le marché et une réduction des distorsions et des restrictions sur le marché mondial du riz.
- (ii) L'objectif général devrait consister à équilibrer la production, la consommation et le commerce du riz sur la base des principes suivants:
 - a) les mesures devraient être profitables à l'économie mondiale du riz et aboutir à un marché mondial stable, les disponibilités en riz se développant à un rythme suffisant pour satisfaire une demande en hausse;
 - b) une attention particulière doit être accordée tant aux intérêts des pays en développement et des pays à faible revenu et à déficit vivrier, notamment de ceux où le riz est un aliment de base, qu'aux pays en développement dont l'économie est fortement tributaire des exportations de riz;
 - c) il faudrait réduire au minimum les interférences avec les échanges commerciaux normaux et les importateurs ne devraient pas être limités dans le choix de leurs sources d'approvisionnement;
 - d) des mesures devraient être prises en vue de promouvoir la consommation de riz, sauf dans le cas de pénuries de riz;
 - e) Il conviendrait d'appuyer les efforts des pays en développement qui cherchent à développer leur potentiel de production rizicole.

B. POLITIQUES DE PRODUCTION

- (i) Les politiques de production rizicole devraient être assez souples pour répondre à l'évolution des marchés. Les politiques de soutien interne ne doivent avoir qu'un effet de distorsion minimale sur les échanges et être harmonisées avec l'Accord relatif à l'agriculture conclu lors de l'Uruguay Round.
- (ii) En période de surabondance de riz sur les marchés mondiaux, les pays exportateurs doivent s'abstenir d'adopter des mesures encourageant une augmentation de la production rizicole, à moins qu'il n'y ait, sur les marchés mondiaux, une pénurie d'autres céréales qui justifierait une augmentation de la production de riz.
- (iii) L'évolution des politiques de production et les dispositions prises pour ajuster l'offre et la demande sur les marchés mondiaux devraient faire l'objet d'examens périodiques de la part du Groupe, afin que celui-ci puisse, au besoin, proposer de nouveaux correctifs..
- (iv) Les organismes internationaux dispensateurs d'aide et les donateurs bilatéraux devraient, d'une façon conforme aux objectifs généraux de coopération internationale, aider les pays en développement dans leurs efforts en vue d'accroître leur productivité et leur production de riz, en leur assurant une aide technique et financière accrue.

^{1 1} Ainsi qu'adopté par le Groupe en 1971 et ultérieurement révisé en 1979, 1994 et 1996.

C. POLITIQUES COMMERCIALES

- (i) Les pays devraient s'abstenir de subventionner les exportations de riz, sauf si cela est conforme aux dispositions de l'Accord relatif à l'agriculture de l'Uruguay Round. Plus précisément, les pays développés et les pays en développement devraient réduire les dépenses budgétaires destinées à subventionner les exportations de riz, ainsi que le volume des exportations de riz ainsi subventionnées, comme stipulé lors de l'Uruguay Round.
- (ii) Les gouvernements devraient fournir au Secrétariat de la FAO des informations sur les mesures effectivement adoptées et sur la réduction des subventions de façon à ce que ces données, dûment synthétisées, puissent être présentées au Groupe pour examen ou, en cas de difficultés particulières, pour consultation concernant les mesures correctives à envisager.
- (iii) Afin que les pays soient mieux renseignés sur les tendances courantes du marché, les pays qui portent un intérêt substantiel au commerce mondial devraient établir des relations et une liaison officieuse entre les spécialistes du commerce du riz.
- (iv) Les pays, lorsqu'ils concluent des contrats à long terme portant sur les exportations et les importations de riz, doivent envisager la possibilité de pénuries imprévues dans les pays exportateurs qui, en conséquence, auront peut-être du mal à honorer pleinement le contrat. Quand de telles situations se présentent, des consultations bilatérales doivent avoir lieu pour faire en sorte que les besoins des parties contractantes soient satisfaits dans toute la mesure possible, conformément aux dispositions de l'Acte final de l'Uruguay Round.
- (v) Les gouvernements devraient profiter de la possibilité que leur offre le Groupe intergouvernemental sur le riz pour échanger systématiquement des renseignements sur des politiques commerciales, notamment sur les mesures prises pour améliorer l'accès au marché et réduire les subventions à l'exportation, de façon à ce que le Groupe soit en mesure de suivre régulièrement l'évolution dans ce domaine et de se consulter sur les correctifs à envisager si des difficultés particulières se manifestent.
- (vi) Les pays développés devraient, le cas échéant, s'efforcer de mettre en œuvre, améliorer et élargir les échanges de riz au titre du SGP et accorder une attention particulière aux besoins des pays à faible revenu et à déficit vivrier.
- (vii) Les gouvernements devraient envisager d'aider les pays confrontés à des pénuries alimentaires, notamment en riz, à obtenir une aide alimentaire en riz à titre de don ou à des conditions très favorables², et à recevoir des organismes financiers internationaux une aide à court terme pour le financement d'importations commerciales.
- (viii) Dans le cadre de la coopération technique accrue entre les pays en développement et compte tenu du fait que l'augmentation de la demande d'importation de riz au cours des prochaines années devrait provenir surtout des pays en développement, les gouvernements en cause devraient s'efforcer tout particulièrement d'encourager l'expansion des échanges entre pays en développement.

D. POLITIQUES INTERNATIONALES D'AIDE ALIMENTAIRE

- (i) Les pays effectuant des opérations à des conditions de faveur ou des opérations d'aide alimentaire devraient suivre les procédures établies par la FAO en matière de notification, de consultation et de détermination des importations commerciales habituelles, dans le cadre des Principes de la FAO relatifs à l'écoulement des excédents. Pour faciliter ces procédures, les pays, tant exportateurs qu'importateurs, doivent fournir si possible chaque année au Secrétariat de la FAO – au plus tard au mois de mars – des statistiques des exportations et importations de riz par année civile, en veillant à établir une distinction entre les opérations commerciales et les

² C'est-à-dire à des conditions au moins aussi favorables que celles stipulées à l'Article IV de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1986.

exportations et importations d'aide alimentaire, et à bien préciser la destination des livraisons (dans le cas des exportations) ou leur origine (dans le cas des importations).

(ii) Les pays devraient veiller à ce que l'aide alimentaire ne soit pas utilisée pour contourner les engagements convenus dans l'Acte final de l'Uruguay Round et n'introduise pas un effet de distorsion dans les échanges, aboutissant à l'éviction du marché des pays en développement exportateurs qui n'ont pas les moyens de financer de tels programmes d'échange à des conditions de faveur. A ce propos, l'aide alimentaire ne devrait pas être liée et devrait, dans toute la mesure possible, être fournie à titre de dons ou à des conditions très favorables.

(iii) Le Groupe est favorable à une plus large utilisation du riz dans les projets d'aide alimentaire multilatérale et considère que, dans la mesure du possible, l'aide de cette nature doit être acheminée par le PAM.

(iv) Les organismes multilatéraux dispensateurs d'aide, comme le PAM et les donateurs bilatéraux, devraient chaque fois que cela est possible et opportun, accroître l'aide alimentaire sous forme de riz et promouvoir, dans toute la mesure possible, les "opérations triangulaires" tout en s'assurant que celles-ci profitent équitablement à tous les pays en développement exportateurs.

E. RÉSERVES DE RIZ

(i) Les pays devraient, chaque fois que l'offre de riz le permet, profiter de l'occasion pour mettre au point une approche concertée pour la constitution et la détention de stocks de riz, compte tenu des objectifs généraux de stabilité du marché et de sécurité alimentaire et des objectifs nationaux.

(ii) Les organismes internationaux dispensateurs d'aide et les donateurs bilatéraux devraient aider les pays en développement intéressés à accroître leurs réserves de riz et à obtenir les ressources financières et matérielles nécessaires à cet effet, dans le contexte des politiques, des programmes et des objectifs nationaux.

(iii) Les pays développés où sont accumulés des stocks de riz devraient envisager d'affecter aux secours alimentaires d'urgence des quantités accrues de riz, en tenant compte de l'objectif minimum de 500 000 tonnes de céréales établi pour la Réserve alimentaire internationale d'urgence.

(iv) Les pays dans lesquels se sont accumulés des stocks excédentaires devraient avoir pour politique de réduire la production et de promouvoir l'utilisation intérieure du riz en excédent.

F. QUESTIONS RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT

(i) Les pays devraient accorder l'attention voulue aux conséquences écologiques des mesures qu'ils prennent dans les domaines liés à la production, au commerce et à la consommation de riz.

(ii) Les institutions internationales de financement et les donateurs d'aide bilatérale devraient soutenir les pays s'efforçant d'améliorer et d'élargir l'utilisation et l'adoption de mesures respectueuses de l'environnement.

(iii) En encourageant les pays en développement à adopter des mesures de production, de consommation et d'échange respectueuses de l'environnement, les institutions internationales de financement et les donateurs d'aide bilatérale devraient accorder l'attention voulue aux conséquences économiques de ces mesures, en particulier sur les coûts de production de ces pays et, partant, leur compétitivité. Par conséquent, le cas échéant, les propositions concernant les projets rizicoles traitant des aspects écologiques devraient reposer notamment sur une évaluation économique de leurs effets.

(iv) Les pays devraient faire en sorte que la recherche de meilleures pratiques du point de vue de l'environnement ne soit pas utilisée pour éluder les accords sur la réduction des obstacles tarifaires conclus pendant l'Uruguay Round.

(v) Afin de permettre au Secrétariat de la FAO d'améliorer les échanges d'informations sur divers aspects des problèmes écologiques liés au riz et sur le suivi et la diffusion des technologies correspondantes respectueuses de l'environnement, les pays devraient développer des liens étroits avec le Secrétariat de la FAO et lui fournir les informations nécessaires.

II. TABLEAUX

Tableau I:	Prix de soutien du riz paddy dans certains pays	5
Tableau II:	États-Unis - Soutien aux producteurs de riz par unité de riz paddy	6
Tableau III:	États-Unis – Revenus du secteur rizicole	7
Tableau IV:	Union Européenne – Droits à l’importation appliqués aux riz (EUR par tonne)	8
Tableau V:	Union Européenne – Droits à l’importation applicables pour le riz décortiqué, semi-blanchi et blanchi	9
Tableau VI:	Expéditions d’aide alimentaire en riz	10
Tableau VII:	Contributions en riz à certains programmes gérés par le PAM	11

TABLEAU I: PRIX DE SOUTIEN DU RIZ PADDY DANS CERTAINS PAYS

PAYS	TYPES DE RIZ/ VARIÉTÉS/ QUALITÉS / RÉCOLTES	MONNAIE LOCALE PAR TONNE							\$.U. PAR TONNE		
		MONNAIE	VALEUR NOMINALE			VALEUR RÉELLE (actualisée suivant le IPC 2000/01=100)			VALEUR NOMINALE		
			2006/07	2007/08	2008/09	2006/07	2007/08	2008/09	2006/07	2007/08	2008/09
EXPORTATEURS											
Chine:	Grain long, récolte précoce	Yuan	1400	1400	1540	1248	1187	1220	176	184	222
	Grain long, récolte intermédiaire et tardive	Yuan	1440	1440	1580	1283	1221	1252	181	189	227
	Japonica	Yuan	1500	1500	1640	1337	1272	1300	188	197	236
États Unis		\$.U.	143 ^{1/}	143 ^{1/}	143 ^{1/}	122	119	114	143	144	145
Inde:	Ordinaire	Roupie	5800 ^{2/}	6450 ^{3/}	8500 ^{4/}	4571	4778	5846	128	163	175
	Qualité A	Roupie	6100 ^{2/}	6750 ^{3/}	8800 ^{4/}	4807	5000	6052	134	171	181
Pakistan:	Irri-6	Roupie	7650	-	17500	5600	-	10023	126	-	214
	Basmati 385	Roupie	-	-	31250	-	-	17898	-	-	383
Thaïlande:	5% brisures	Baht	6400	6600	11800	5447	5514	9169	179	196	337
	Parfumé	Baht	8700	9300	15000	7404	7769	11655	243	276	429
IMPORTATEURS											
Bangladesh	Moyenne des récoltes	Taka	10667	13833	17000 ^P	7747	9253	10494	153	201	248
Brésil	Grain long	Real	186 ^{5/}	186 ^{5/}	227 ^{5/}	119	115	135	84	88	131
Costa Rica		'000 Colón	172	184	290	92	90	127	336	355	552
Indonésie	Paddy sec (qualité moyenne)	'000 Rupiah	2250	2575	2800	1295	1393	1407	247	281	305
Iran (Rép. islamique d')	Nemat and Neda	'000 Rial	5600	6050	10500	2632	2440	3381	611	652	1114
Malaisie	Grain long	Ringgit	898 ^{6/}	934 ^{7/}	1034 ^{7/}	805	816	880	242	267	324
Philippines	Saison (principale) pluviale	Peso	10000 ^{8/}	11000 ^{8/}	17000 ^{9/}	7283	7824	11017	188	238	384
République de Corée		'000 Won	2126 ^{10/}	2126 ^{10/}	2126 ^{10/}	1272	1242	1185	2256	2360	1647
Sri Lanka	Nadu	Roupie	16500	16500	20000	9821	8589	8529	161	151	186
Turquie	Grain long , Baldo	YTL	760	800	960	200	196	211	513	635	776
Union Européenne		Euro	150	150	150	130	128	124	191	208	216

P: provisoire; ...: non disponible; - : sans objet.

1/ Taux de prêt à la commercialisation.

2/ Un bonus supplémentaire de Rs. 400 par tonne est payable par le gouvernement pour les achats effectués sur des périodes spécifiques, variables selon l'état.

3/ Sujet à un bonus supplémentaire de Rs.1.000 par tonne.

4/ Sujet à un bonus supplémentaire de Rs.500 par tonne.

5/ Régions du sud, sud-est, nord-est et centre-ouest, à l'exclusion de MT.

6/ Y compris 248 RM/ tonne de paddy livré à un établissement d'usinage ou de séchage autorisé.

7/ Y compris 284 RM/ tonne de paddy livré à un établissement d'usinage ou de séchage autorisé.

8/ Le NFA (National Food Authority, Conseil national alimentaire) accorde un bonus supplémentaire de P250 par tonne aux producteurs individuels et de P500 par tonne aux producteurs membres des coopératives. De novembre 2007 à mars 2008, un bonus supplémentaire de P500 par tonne a été accordé à tous les deux en tant que LNAF (fond d'aide de La Niña).

9/ À partir du 3 avril 2008.

10/ Prix indicatif (riz usiné).

TABLEAU II: ÉTATS UNIS – SOUTIEN AUX PRODUCTEURS DE RIZ PAR UNITÉ DE RIZ PADDY										
	Prix objectif	Prix moyen du marché	Taux de paiement direct	Taux de paiement anti-cyclique	Taux de prêt	Prix objectif	Prix moyen du marché	Taux de paiement direct	Taux de paiement anti-cyclique	Taux de prêt
Août/juillet	(\$E.U./cwt)					(\$E.U./tonne)				
1997/98	1/	9.70	2.71	---	6.50	1/	214	60	---	143
1998/99	1/	8.89	2.92 ^{4/}	---	6.50	1/	196	64 ^{6/}	---	143
1999/00	1/	5.93	2.82 ^{4/}	---	6.50	1/	131	62 ^{6/}	---	143
2000/01	1/	5.61	2.60 ^{4/}	---	6.50	1/	124	57 ^{6/}	---	143
2001/02	1/	4.25	2.10 ^{4/}	---	6.50	1/	94	46 ^{6/}	---	143
2002/03	10.50 ^{2/}	4.49	2.35 ^{5/}	1.65	6.50	231 ^{2/}	99	52 ^{5/}	36	143
2003/04	10.50	8.08	2.35 ^{5/}	0.07	6.50	231	178	52 ^{5/}	2	143
2004/05	10.50	7.33	2.35 ^{5/}	0.82	6.50	231	162	52 ^{5/}	18	143
2005/06	10.50	7.65	2.35 ^{5/}	0.50	6.50	231	169	52 ^{5/}	11	143
2006/07	10.50	9.96	2.35 ^{5/}	0.00	6.50	231	220	52 ^{5/}	0	143
2007/08	10.50	12.80	2.35	0.00	6.50	231	282	52	0	143
2008/09	10.50	15.75-16.75 ^{3/}	2.35	ND	6.50	231	347-369 ^{3/}	52	ND	143

--- = Sans objet.

ND = Non disponible.

1/ Éliminés à partir de 1996/97, avec le FAIR Act.

2/ Autorisés par l'Acte de Sécurité alimentaire et d'investissement rural de 2002.

3/ Prix agricole moyen, selon prévu par le USDA le 10 avril 2009.

4/ À l'exclusion des paiements supplémentaires sous le AMTA (Loi de transition du marché agricole) de \$E.U. 1.45/cwt en 1998/99, \$E.U. 2.82/cwt en 1999/00, \$E.U. 2.82/cwt en 2000/01 et \$E.U. 2.39/cwt en 2001/02.

5/ À l'exclusion du taux de paiement anti-cyclique.

6/ À l'exclusion des paiements supplémentaires sous le AMTA (Loi de transition du marché agricole) de \$E.U. 32/tonne en 1998/99, \$E.U. 62/tonne en 1999/00, \$E.U. 62/tonne en 2000/01 et \$E.U. 53/tonne en 2001/02.

Source: USDA

TABLEAU III: ÉTATS UNIS – REVENUS DU SECTEUR RIZICOLE

	Revenus du marché	Paiements directs	Paiements anti-cycliques 1/	Paiements sur prêt 2/	Paiements totaux 3/	Revenus totaux
Août/juillet	(Million de \$E.U.)					
1998/99	1709	455	0	0	455	2164
1999/00	1775	448	0	0	448	2223
2000/01	1640	479	238	30	747	2387
2001/02	1222	466	465	400	1331	2553
2002/03	1071	433	464	594	1491	2562
2003/04	925	352	398	723	1473	2388
2004/05	980	431	322	700	1453	2249
2005/06	1629	425	14	504	943	2570
2006/07	1702	426	160	135	721	2421
2007/08	1708	424	97	128	649	2365
2008/09 *	1889	425	0	0	425	2314

* Données préliminaires.

1/ Paiements sous AMTA (Loi de transition du marché agricole) de 1998 à 2001, paiements anti-cycliques de 2002 à 2008.

2/ Comprennent les paiements compensatoires sur prêt (LDPs) et les gains sur prêt à la commercialisation (MLGs).

3/ Somme des paiements directs, des paiements anti-cycliques, des paiements compensatoires sur prêt et des gains sur prêt à la commercialisation.

Source: USDA

TABLEAU IV: UNION EUROPÉENNE – DROITS À L'IMPORTATION APPLICABLES POUR LE RIZ DÉCORTIQUÉ, SEMI-BLANCHI ET BLANCHI				
Riz décortiqué hors Basmati	Sur la base des certificats d'importation	EUR 30 par tonne si les importations sont inférieures à	EUR 42.50 par tonne si les importations sont entre	EUR 65 par tonne si les importations sont supérieures à
Période d'application	Période de référence	Quantités de référence (tonnes)		
du 1 ^{er} mars 05 au 31 août 05	du 1 ^{er} sep. 04 au 28 fév. 05	183,463	183,463 et 248,215	248,215
du 1 ^{er} sep. 05 au 28 fév. 06	du 1 ^{er} sep. 04 au 31 août 05	372,026	372,026 et 503,330	503,330
du 1 ^{er} mars 06 au 31 août 06	du 1 ^{er} sep. 05 au 28 fév. 06	186,013	186,013 et 251,665	251,665
du 1 ^{er} sep. 06 au 28 fév. 07	du 1 ^{er} sep. 05 au 31 août 06	377,126	377,126 et 510,230	510,230
du 1 ^{er} mars 07 au 31 août 07	du 1 ^{er} sep. 06 au 28 fév. 07	188,563	188,563 et 255,115	255,115
du 1 ^{er} sep. 07 au 29 fév. 08	du 1 ^{er} sep. 06 au 31 août 07	382,226	382,226 et 517,130	517,130
du 1 ^{er} mars 08 au 31 août 08	du 1 ^{er} sep. 07 au 29 fév. 08	191,113	191,113 et 258,565	258,565
du 1 ^{er} sep. 08 au 28 fév. 09	du 1 ^{er} sep. 07 au 31 août 08	382,226	382,226 et 517,130	517,130
du 1 ^{er} mars 09 au 31 août 09	du 1 ^{er} sep. 08 au 28 fév. 09	191,113	191,113 et 258,565 *	258,565
* D'après l'accord entre l'UE et les Etats-Unis, les parties devaient renégocier les termes pour le 31 août 2008. Les consultations étant encore en cours, l' accord original demeure provisoirement en vigueur.				
Riz semi-blanchi et blanchi	Sur la base des certificats d'importation	EUR 145 par tonne si les importations sont inférieures ou égales à	EUR 175 par tonne si les importations sont supérieures à	
Période d'application	Période de référence	Quantités de référence (tonnes)		
du 1 ^{er} sep. au 28 fév.	du 1 ^{er} sep. au 31 août	387,743	387,743	
du 1 ^{er} mars au 31 août	du 1 ^{er} sep. au 28 fév.	182,239	182,239	

Source: Commission Européenne

TABLEAU V: UNION EUROPÉENNE – DROITS À L'IMPORTATION APPLIQUÉS AUX RIZ (EUR par tonne)										
	2004/05		2005/06		2006/07		2007/08		2008/09	
	1 sep.- 28 fév.	1 mars- 31 août	1 sep.- 28 fév.	1 mars- 31 août	1 sep.- 28 fév.	1 mars- 31 août	1 sep.- 28 fév.	1 mars- 31 août	1 sep.- 28 fév.	1 mars- 31 août
Paddy	211	211	211	211	211	211	211	211	211	211
Décortiqué ^{1/}	65	42.50	42.50	65	42.50	65	65	65	65	42.50
Semi-blanchi et blanchi	175	175	145	145	145	145	145	175	175	145
Brisures	128	128	65	65	65	65	65	65	65	65

Source: Commission européenne.

1/ Riz basmati exclu.

TABLEAU VI: EXPÉDITIONS D'AIDE ALIMENTAIRE EN RIZ												
Pays donateurs	2004			2005			2006			2007		
	Jan-juin	Juil-déc	Total	Jan-juin	Juil-déc	Total	Jan-juin	Juil-déc	Total	Jan-juin	Juil-déc	Total
	(Milliers de tonnes)											
Australie	4	9	13	11	9	20	13	13	26	9	15	24
Chine	25	11	36	66	19	85	10	30	40	32	62	94
États Unis	45	80	125	60	91	151	83	88	171	50	85	135
Japon	65	154	219	84	153	237	36	112	148	29	79	108
Rép. de Corée		400	400		400	400		80	80	11	400	411
UE et pays membres	136	176	312	43	116	159	47	39	86	113	52	165
Autres	16	23	39	42	95	137	45	56	101	63	71	134
Total *	291	853	1144	306	883	1189	234	418	652	307	764	1071
dont: Transactions Triangulaires			130			298			145			411

* Excluent les expéditions faites par des organisations intermédiaires non gouvernementales.

Source: INTERFAIS, PAM

TABLEAU VII : CONTRIBUTIONS EN RIZ À CERTAINS PROGRAMMES GÉRÉS PAR LE PAM						
	Opérations de la réserve alimentaire d'urgence		Opérations prolongées de secours et de réadaptation		Projets de développement et programmes nationaux	
	Milliers de tonnes	Milliers de \$E.U.	Milliers de tonnes	Milliers de \$E.U.	Milliers de tonnes	Milliers de \$E.U.
2001	222.5	46,043	166.5	28,835	75.9	15,940
2002	55.1	11,416	109.2	20,302	65.1	12,756
2003	192.9	39,965	182.7	35,830	64.9	13,429
2004	125.4	31,416	109.2	25,622	71.8	19,084
2005	231.7	64,171	170.8	46,477	66.9	16,627
2006	61.8	15,961	116.5	31,318	99.1	25,418
2007	68.1	24,372	177.2	56,926	107.6	29,414
2008	158.8	71,513	252.6	111,594	62.7	26,404
2009*	43.0	19,915	93.6	43,314	24.4	11,996

Source: PAM.

* Jusqu'au 20 mai 2009.